

Pour une sociologie cognitive de la compétence politique

Alfredo Joignant

Politix. Revue des sciences sociales du politique, Année 2004, Volume 17, Numéro 65
p. 149 - 173

[Voir l'article en ligne](#)

Pour une sociologie cognitive de la compétence politique Alfredo Joignant Le concept de « compétence politique » a longtemps été le grand oublié de la science politique. A tort. En effet, la notion de compétence a été redécouverte par la sociologie du travail en France, et aux Etats-Unis, elle a été « revisitée » par les écoles cognitives en psychologie sociale (théorie du schème, cognition sociale) afin de comprendre les rapports complexes que les citoyens ordinaires entretiennent avec le champ politique. Cet article aborde les avantages et les limites du concept de compétence politique, les usages et les investissements qu'il autorise en sociologie, en psychologie sociale et en science politique, mais aussi les controverses qu'il a récemment alimentées.

Avertissement

L'éditeur du site « PERSEE » – le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation – détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation. A ce titre il est titulaire des droits d'auteur et du droit sui generis du producteur de bases de données sur ce site conformément à la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 relative aux bases de données.

Les oeuvres reproduites sur le site « PERSEE » sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

Droits et devoirs des utilisateurs

Pour un usage strictement privé, la simple reproduction du contenu de ce site est libre.

Pour un usage scientifique ou pédagogique, à des fins de recherches, d'enseignement ou de communication excluant toute exploitation commerciale, la reproduction et la communication au public du contenu de ce site sont autorisées, sous réserve que celles-ci servent d'illustration, ne soient pas substantielles et ne soient pas expressément limitées (plans ou photographies). La mention Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation sur chaque reproduction tirée du site est obligatoire ainsi que le nom de la revue et- lorsqu'ils sont indiqués - le nom de l'auteur et la référence du document reproduit.

Toute autre reproduction ou communication au public, intégrale ou substantielle du contenu de ce site, par quelque procédé que ce soit, de l'éditeur original de l'oeuvre, de l'auteur et de ses ayants droit.

La reproduction et l'exploitation des photographies et des plans, y compris à des fins commerciales, doivent être autorisés par l'éditeur du site, Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation (voir <http://www.sup.adc.education.fr/bib/>). La source et les crédits devront toujours être mentionnés.

Pour une sociologie cognitive de la compétence politique

Alfredo JOIGNANT

« Le programme de sa discipline exige du sociologue qu'il décrive scientifiquement un monde qui inclut comme un phénomène problématique non seulement les actions d'autres personnes, mais les connaissances d'autres personnes sur le monde. Le résultat est que le sociologue ne peut éviter une certaine décision de travail concernant les divers phénomènes projetés par le terme de "rationalité". »

Harold Garfinkel¹

On sait depuis longtemps que le fonctionnement des démocraties représentatives a débouché sur un rapport paradoxal entre, d'une part, les velléités de la théorie démocratique (qui veut que les citoyens soient informés afin de participer activement dans la vie de la cité) et, d'autre part, les démentis pratiques que leur opposent des sujets plutôt désintéressés par la politique, voire hostiles à elle. Mais au-delà d'un paradoxe maintes fois revisité, on peut se demander s'il ne s'est pas trouvé à l'origine de la formulation de questions de recherche trompeuses, consistant à transposer au réel des catégories éthiques et philosophiques transmuées en concepts, ainsi que des modes de penser qui trouvent difficilement de correspondance dans les comportements politiques empiriquement observables. S'ensuivraient donc des protocoles d'enquête souvent marqués

1. *Studies in Ethnomethodology*, Englewood Cliffs, New Jersey, Prentice-Hall, 1967, p. 262.

par leur irréalisme – du fait de l’incorporation dans leur lexique de termes très étrangers aux yeux d’individus peu familiarisés avec le langage politique –, et parfois même par la présence de problématiques qui prédisposeraient au jugement normatif. On aurait là sans doute l’une des racines, intellectuelle celle-ci, de la « déception » démocratique et du « désenchantement » civique, dans la mesure où ces états apparents de frustration politique collective seraient le résultat de l’interprétation tacite des données d’enquête contre l’arrière-plan d’une représentation idéalisée de la démocratie affleurant des textes d’école et de doctrine.

Peut-être faudrait-il abandonner, ou en tout cas suspendre, la réflexion autour de ce paradoxe, afin de revenir à la question – cette fois-ci dépourvue de préjugés normatifs – des savoirs politiques et des rapports pratiques au politique que les agents ordinaires établissent au cours de leurs vies quotidiennes. En quoi consistent les savoirs concernant la politique qui sont mobilisés par les citoyens ordinaires ? Si l’on admet que les connaissances attachées au fonctionnement routinier du champ politique se trouvent très inégalement distribuées dans la population, peut-on dire pour autant que les sujets qui s’en trouvent dépossédés sont réduits à un rapport de degré zéro au politique, constitutif d’une logique d’exclusion qui s’abat sur des sujets finalement incapables ? En d’autres termes, de quoi sont politiquement capables des agents ordinaires très dissemblables au point de vue des ressources culturelles et des savoirs politiques possédés, et comment rendre compte de leurs divers rapports au politique sans verser ni dans l’anecdote, ni dans la réification des collectifs ? Pour répondre à ces questions, nous avons choisi de revenir sur la catégorie de compétence, parfois mobilisée mais rarement travaillée dans les recherches de science politique, et sur la sociologie des connaissances pratiques qu’elle incorpore, ce qui revient à donner une centralité au terme de *cognition*.

La redécouverte de la compétence

La question des savoirs et des connaissances politiques que les individus mobilisent dans leurs rapports au politique a souvent été abordée au moyen de la construction d’indicateurs dans le cadre de vastes enquêtes. En ce sens, ce que l’on appelle aux Etats-Unis – dans le sillage des travaux de Converse – la « sophistication idéologique² », ou plus récemment la « sophistication

2. Pour Converse, les individus idéologiquement sophistiqués pouvaient être identifiés et différenciés selon leur « niveau de conceptualisation » du monde politique, les plus privilégiés étant à cet égard les « idéologues » et les « quasi-idéologues ». Cf. Converse (P.E.), « The Nature of Belief Systems in Mass Publics », in Apter (D.), ed., *Ideology and Discontent*, New York, The Free Press, 1964, notamment p. 214-227.

politique³ », constituent des bonnes illustrations d'un travail de mesure des connaissances entrepris sur des échantillons permettant des généralisations, susceptibles d'être analysés de manière dynamique au moyen d'études par panel ou sous la forme de séries temporelles. Indépendamment du fait que les indicateurs de sophistication idéologique et politique peuvent combiner des mesures relatives à des savoirs factuels et des dimensions motivationnelles⁴, ce qui importe de retenir c'est le fait que des indicateurs de ce type deviennent dans l'analyse de véritables boîtes noires. Ils fonctionnent « comme si » les interviewés avaient un droit d'accès égalitaire aux connaissances politiques et, surtout, comme si tous les savoirs impliqués étaient transparents et signifiants aussi bien aux yeux des enquêtés que des chercheurs, à partir de quoi il devient possible de *classer* les individus selon leurs savoirs politiques et, donc, de mesurer l'ampleur de la population incompétente. Selon Hamill, Lodge et Blake, une « conséquence fâcheuse » des analyses de « sophistication idéologique » a été de se centrer exclusivement sur les sujets qui excipent d'un savoir standardisé comme idéologique, ce qui a conduit à oublier de poser la question sur la manière dont « les gens organisent leurs pensées sur le gouvernement et la politique » en employant « n'importe quel [autre] type de savoir⁵ ». La conclusion est claire : les protocoles d'enquêtes quantitatives ont des limites qui sont souvent ignorées en vertu de l'aura de légitimité qui accompagne la production de chiffres – ce que Goody appelle une « raison graphique⁶ » –, si bien que l'on sait finalement « très peu de choses sur la manière dont les

3. Par exemple sous la plume de Luskin (R.), « Measuring Political Sophistication », *American Journal of Political Science*, 31, 1987. Pour une analyse qui s'intéresse aux mesures du « savoir politique » et aux différentes « dimensions » qui se trouvent incluses et confondues sous le terme de « sophistication politique » (notamment chez Luskin), cf. Popkin (P.), Dimock (M.A.), « Political Knowledge and Citizen Competence », in Elkin (S.E.), Soltan (K.E.), eds, *Citizen Competence and Democratic Institutions*, Pennsylvania, The Pennsylvania State University Press, 1999.

4. Dimensions qui, à leur tour, peuvent donner lieu à des mesures spécifiques, voire à la construction d'indices, le plus sollicité à cet égard étant celui d'« efficacité politique » qui désigne un sentiment évoquant une certaine incompétence, dans la mesure où les batteries de questions utilisées par les *surveys* visent à cerner le manque d'importance que le sujet interviewé confère à son vote ou à son opinion selon le point de vue présumé des autorités politiques. Mais ces indices de motivation peuvent également concerner les ressorts psychologiques proprement dits, dont témoigne la mesure de l'« engagement psychologique » dans une joute électorale qui serait faite d'une « combinaison additive de l'intérêt politique général et de l'attention portée aux campagnes », cf. Bennett (S.E.), Flickinger (R.S.), Rhine (S.L.), « Political Talk Over Here, Over There, Over Time », *British Journal of Political Science*, 30, 2000, p. 107.

5. Hamill (R.), Lodge (M.), Blake (F.), « The Breadth, Depth, and Utility of Class, Partisan, and Ideological Schemata », *American Journal of Political Science*, 29, 1985, p. 850.

6. Goody (J.), *La raison graphique. La domestication de la pensée sauvage*, Paris, Minuit, 1979.

gens pensent à la politique », ainsi que « du langage par le biais duquel ils expriment leurs croyances politiques "ordinaires"⁷ ».

En effet, le travail de mesure, aussi sophistiqué et précis soit-il, des savoirs censés être possédés par les individus fournit une représentation agrégée de la population étudiée, à partir de quoi sont établies des inférences situées sur un plan inévitablement très général. Or, c'est une tout autre chose que de s'intéresser aux emplois de ces savoirs. En ce sens, Turner ne se trompe guère lorsqu'il critique les modèles béhavioristes sous le chef d'appréhender la « culture », par exemple, comme « un paquet de normes, de valeurs, de règles et de dispositifs d'encadrement » conçu « comme un tout » et « transmis à travers la "socialisation" comme un tout⁸ » à condition d'ajouter que ce type d'appréhension relève moins de l'erreur que des questions de recherche orientées à la construction d'indicateurs à partir de données agrégées. Mais la critique faite aux catégories et au langage scientifique utilisés par les approches béhavioristes se révèle pleinement valable à partir du moment où le chercheur qui s'intéresse à l'usage pratique de ces savoirs continue à employer ce lexique adapté à un niveau agrégé de recherche. On le sait, le passage de l'analyse menée sur des données agrégées à une approche qui s'intéresse aux savoirs pratiques sur la politique, exige souvent des concessions intellectuelles et des remises en cause conceptuelles.

La question pourrait être posée ainsi : comment les individus « organisent »-t-ils leurs rapports à la politique si l'on tient qu'ils ne le font pas constamment, et pas nécessairement sur un mode idéologique ? Il existe toute une panoplie de termes plus ou moins spécialisés visant à rendre compte des connaissances éventuellement constitutives d'un rapport au politique (« cultures », « idéologies », « conceptions du monde », « structures de connaissance »...), mais qui fonctionnent comme des « savoirs quasi cognitifs⁹ » et qui ne sont pas sans évoquer ce que Sewell appelle des « dispositifs métonymiques¹⁰ ».

7. Berezin (M.), « Politics and Culture. A Less Fissured Terrain », *Annual Review of Sociology*, 23, 1997, p. 376.

8. Turner (S.), *The Social Theory of Practices. Tradition, Tacit Knowledge, and Presuppositions*, Chicago, The University of Chicago Press, 1994, p. 79.

9. *Ibid.*, p. 29.

10. Sewell (W.H.), « A Theory of Structure. Duality, Agency, and Transformation », *American Journal of Sociology*, 98 (1), 1992, p. 2. Bien que Sewell ne soit pas tout à fait clair sur ce qu'il entend par « dispositifs métonymiques », on peut dire pour notre propos que d'un point de vue fonctionnel, ces dispositifs permettent une importante économie cognitive aux agents sociaux, un peu à la manière de la règle de l'*et cætera* en ethnométhodologie (Garfinkel (H.), *Studies in Ethnomethodology*, *op. cit.*, p. 20 et s. ; Coulon (A.), *L'ethnométhodologie*, Paris, PUF, 1987, p. 31-33). Ils permettent d'évoquer des objets politiques et sociaux objectivement complexes en les nommant, ce qui suscite des sentiments de satisfaction cognitive (« Je vois ce que vous voulez dire », par exemple lorsqu'un sujet signale que le chômage est un problème « structurel », ou l'homosexualité une affaire « culturelle »), ce qui ne signifie pas que les objets et les quasi-explications qui en sont proposées soient compris. En ce sens, ces dispositifs fonctionnent

La notion de « compétence » est plutôt rarement sollicitée de manière explicite en science politique¹¹, en dépit de son usage tacite dans de grandes enquêtes comparatives. On peut citer par exemple le chapitre introductif du dernier rapport de la Commission trilatérale inspiré de la théorie du capital social de R. Putnam : « Les critères d'évaluation de la politique et du gouvernement » dont font preuve les individus « peuvent avoir changé » selon « des manières qui rendent objectivement plus difficile » la tâche des « institutions représentatives » consistant à *s'ajuster* à ces critères¹². On peut citer encore l'étude de Dalton dans la lignée des travaux d'Inglehart qui analyse l'effet du changement des valeurs (matérielles ou postmatérielles) sur les « *habiletés (skills)* et les ressources » dont disposent « les publics contemporains », et qui résulte en « un *déplacement des critères* que certains citoyens emploient pour évaluer les organisations politiques et sociales¹³ ». En quoi consistent ces « critères d'évaluation » ? En fait, une dimension du phénomène reste non interrogée : le travail cognitif déployé par les agents sociaux dans leurs rapports au politique.

Cet usage elliptique de la notion de compétence dans ces grandes enquêtes comparatives de science politique contraste avec son emploi en théorie sociologique et, plus récemment, en sociologie du travail et en gestion. Certes, la notion de compétence a fait son apparition en sciences humaines sous l'égide des linguistes et des philosophes du langage (la philosophie analytique notamment), et a été rapidement réinvestie par les écoles phénoménologiques en sociologie (A. Schutz, P. Berger et T. Luckmann, H. Garfinkel et A. Cicourel). Mais ce n'est qu'assez tardivement que la notion de compétence a été employée de façon relativement systématique à des fins empiriques (exception faite de l'analyse conversationnelle en ethnométhodologie), notamment par un certain nombre de sociologues du travail qui ont vu là une manière d'aborder les transformations des rapports individuels au travail, en particulier la transition depuis un rapport fondé sur la notion de « qualification » vers une relation articulée autour de la notion de « compétence ».

comme des « raccourcis » ou des « heuristiques », dont on verra l'usage qu'en fait la théorie du schème en cognition sociale.

11. Exception faite des travaux en cours de D. Gaxie et de certaines contributions récentes d'Y. Schemeil, par exemple « Compétence et implication politiques en Europe : balade dans la forêt magique des Eurobaromètres », in Bréchon (P.), Cautrès (B.), dir., *Les enquêtes eurobaromètres. Analyse comparée des données socio-politiques*, Paris, L'Harmattan, 1998.

12. Putnam (R.), Pharr (S.), Dalton (R.J.), « Introduction. What's Troubling the Trilateral Democracies ? », in Pharr (S.), Putnam (R.), eds, *Disaffected Democracies. What's Troubling the Trilateral Countries ?*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 2000, p. 23, souligné par nous.

13. Dalton (R.), « Value Change and Democracy », Pharr (S.), Putnam (R.), eds, *ibid.*, p. 269, souligné par nous.

La notion de *qualification* a fait l'objet d'un travail d'explicitation et renvoie à des « repères permanents » qui prennent la forme objectivée de postes définis de façon « statique », appropriables par des sujets possédant des « diplômes » dont la valeur hypothétique est constante et qui donnent un accès « durable » à des postes très durcis. Inversement, le travail fondé sur une logique de *compétence* fait référence à un univers beaucoup plus fluide où, « les modèles de prescription évoluant, il est fait appel à la mobilisation psychique des travailleurs et non plus seulement à leurs connaissances¹⁴ », en tout cas aux connaissances qui sont censées être acquises de façon définitive dans le système scolaire. Autrement dit, l'évolution du travail moderne peut être pensée comme un processus d'« émancipation progressive de la notion de compétence vis-à-vis de la notion de qualification », au sens où désormais le travail se définit davantage par les habiletés mises en œuvre dans les « situations concrètes auxquelles doit faire face un professionnel » que par des « savoirs généraux reçus et certifiés » en amont¹⁵. En tout état de cause, ce sont toujours des savoirs qui se trouvent engagés dans les rapports au travail, mais des savoirs qui sont de moins en moins scolarisés et acquis une fois pour toutes et de plus en plus liés aux exigences pratiques de l'entreprise et des milieux professionnels, ce qui suppose de mobiliser de façon créative des connaissances et des habiletés dans le cadre de situations très dynamiques, voire imprévisibles. Dès lors, on comprend l'importance que prennent, par exemple, les « compétences relationnelles » ou l'« aptitude à la communication » qui nourrissent l'employabilité des personnes dans le capitalisme contemporain¹⁶, et qui ne dépendent pas – ou en tout cas pas totalement – des connaissances acquises à l'école, ce qui ne veut pas dire que le travail cognitif soit libre des contraintes sociales et des inégalités d'accès au savoir-faire relationnel et communicationnel.

La mobilisation créative des savoirs qui est célébrée par la littérature sur le management suppose, bien évidemment, une libération des contraintes sociales qui se trouvent aussi bien en amont (au moment de leur acquisition) qu'en aval (au moment de leur mise en pratique, ce qui correspond aux performances escomptées). Mais elle implique également un rapport au travail défini par une instabilité aussi bien du poste que des savoirs exigibles, ce qui tend à jeter aux oubliettes de l'histoire la fixité de la relation entre des savoirs certifiés, le sentiment d'avoir des droits d'accès à des postes et la certitude de pouvoir les occuper de manière durable. Il ne fait pas de doute que la transition de la qualification à la compétence entraîne un

14. Dugué (E.), « La logique de la compétence. Le retour du passé », *Education permanente*, 140, 1999, p. 11. Je remercie F. Ceballos de m'avoir appris l'existence de ce dossier spécial sur la compétence au travail.

15. Losego (P.), « La construction de la compétence professionnelle et sa mesure. Le cas des futurs enseignants formés dans les IUFM », *Revue française de sociologie*, 40 (1), 1999, p. 141-142.

16. Boltanski (L.), Chiapello (E.), *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999, p. 324.

changement important quant au type de travail cognitif auquel se voient confrontés les individus, ce qui explique par ailleurs l'émergence de ce que Castel appelle un « individualisme négatif » qui se définit en termes de manque : « manque de considération, manque de sécurité, manque de biens assurés et de liens stables¹⁷ ». On comprend alors que les sociologues du travail se soient évertués à fonder la différence entre « compétences » et « performances », les premières relevant de savoirs acquis toujours éphémères mais prédisposant à l'intériorisation de nouvelles connaissances¹⁸, alors que les secondes constituent ses actualisations. Il s'ensuit une notion de compétence qui, à l'instar de celle qui commande ce que l'on peut appeler un rapport éclairé au politique, est « abstraite et hypothétique », et ne peut être analysée directement, car elle doit être « inférée de la performance constatée¹⁹ ». Or, cette transformation des compétences et de l'effort cognitif qui lui est sous-jacent a moins à voir avec une mutation autonome de l'économie psychique des sujets qu'avec les logiques sociales qui pèsent sur des individus placés dans des rapports complexes et, selon Boltanski et Chiapello, « réticulaires », inhérents au capitalisme contemporain. Par là, on retrouve une piste de recherche inaugurée par Elias concernant les transformations historiques du moi, explicables par les rapports sociaux qui le définissent en une relation indissociable, « le devenir des structures de la personnalité et des structures sociales²⁰ » relevant de leur interdépendance mutuelle.

La redécouverte de la notion de compétence dans le monde du travail permet de penser, au moyen d'une analogie féconde, les rapports pratiques que des citoyens ordinaires établissent avec l'univers politique. Davantage que d'un rapport unique et singulier, il conviendrait de parler *des* rapports au politique, tant sont variés et hétérogènes les savoirs excipés et mobilisés par les individus. En ce sens, les sondages d'opinion atteignent seulement une partie des connaissances disponibles pour les sujets, à savoir des connaissances plus ou moins différenciées et concernées par le fonctionnement routinier du champ politique, de ses agents et ses enjeux. On a pu montrer que les savoirs que les individus mobilisent au moment de répondre aux questions politiques des sondages se trouvent très loin de coïncider avec les attentes des enquêteurs, et avec le présupposé qui les sous-tend, de compétence universelle à se prononcer sur ces enjeux et à opiner. Or, de même que dans les rapports au travail, les connaissances

17. Castel (R.), *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995, p. 465.

18. C'est la raison pour laquelle Dugué signale que la compétence au travail est « par définition "inqualifiable" ». Cf. Dugué (E.), « La logique de la compétence... », art. cité, p. 11.

19. Dietrich (A.), « Compétence et performance. Entre concepts et pratiques de gestion », *Education permanente*, 140, 1999, p. 30.

20. Elias (N.), *El proceso de la civilización. Investigaciones sociogenéticas y psicogenéticas*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 1993, p. 16.

intériorisées préfigurent une compétence qui est censée être pertinente et efficace jusqu'au moment où les performances la démentent, la compétence politique est un stock de savoirs virtuels, crédités d'emblée comme politiques aussi longtemps que ses actualisations pratiques se révèlent utiles et pertinentes aux yeux de l'agent pour conférer du sens au champ, à défaut de quoi il sera classé comme incompetent. A cet égard, la distinction entre compétences et performances qui est établie par les sociologues du travail et les spécialistes en gestion n'est pas tout à fait étrangère aux approches politologiques les plus ouvertes à d'autres disciplines scientifiques, ce dont témoigne ce véritable plaidoyer signé par Markus et Kitayama en faveur d'une approche cognitive des rapports au politique qui consisterait à souligner « la différence entre compétence et performance, ou entre la présence d'habiletés particulières d'inférence et l'application de ces habiletés dans un contexte pragmatique particulier²¹ ». Or, au cœur de cette distinction, se trouve la question de l'usage des savoirs, et donc de la cognition individuelle.

De la « culture politique » aux savoirs sur la politique.

La question de la cognition

Si les agents ordinaires font appel à des savoirs qui constituent leurs rapports variés au politique, ces savoirs peuvent être tantôt différenciés, voire spécialisés, tantôt proches du sens commun et de leurs expériences quotidiennes, formant ces connaissances « à portée de main » qui permettent à des individus très inégalement familiarisés avec le monde politique de le rendre intelligible. En ce sens, les agents sociaux mobilisent des savoirs sur le monde politique qui leur apparaissent en situation comme commodes, utiles et pertinents, de la même manière qu'ils font appel à différents types de connaissances afin d'organiser et donner du sens au monde social. C'est ainsi que le *travail cognitif* qu'ils déploient sur les objets politiques, consistant en toutes les opérations mentales et les mécanismes psychologiques qui leur servent de soubassement (modes de stockage des connaissances dans la mémoire, récupération des savoirs par le biais du souvenir ou du rappel selon les exigences pratiques de la vie quotidienne, type d'attention – sélective – qui est portée sur le monde social, etc.), n'est ni spécifique, ni spécialisé, puisqu'il s'inscrit dans le flux quotidien des pratiques sociales ordinaires. Et s'il en est ainsi, c'est parce que « le rôle fondamental de la façon dont le bon sens perçoit et interprète le monde correspond à une non-remise en question, ce qui réduit les risques de surprise et suppose que le monde est tel qu'il apparaît et qu'il sera le même demain » : c'est pourquoi « l'acteur construit son existence quotidienne par un ensemble de recettes

21. Markus (H.R.), Kitayama (S.), « Culture and the Self. Implications for Cognition, Emotion, and Motivation », *Psychological Review*, 98 (2), 1991, p. 234.

essayées et éprouvées²² ». Dans les rapports ordinaires au politique, ce qui s'établit, c'est une continuité fondamentale entre le monde social et le monde politique au point de vue des outils cognitifs employés, ce qui ne signifie pas que le champ politique et les divers champs sociaux soient dépourvus de toute spécificité.

Ce que l'on appelle la « culture politique », c'est-à-dire des ensembles organisés de croyances et de connaissances incorporées par les individus, et qui peuvent se trouver à l'origine de certaines logiques identificatoires couramment explorées par la science politique (identifications partisans, identifications de coalition ou identifications redevables de l'autopositionnement sur l'axe droite-gauche ou, comme aux Etats-Unis, sur un continuum libéral-conservateur), ne constitue qu'une des manières possibles de fonder un rapport au politique. C'est ce rapport éclairé et, si l'on peut dire, « politisé » au politique qui tend à être implicitement privilégié par les politistes, au point de devenir un étalon de mesure universel. C'est pourquoi les analyses politiques gagneraient à puiser dans les travaux sociologiques sur la question de la compétence. La sociologie goffmanienne a permis par exemple de montrer la capacité remarquable dont pouvaient faire preuve les individus dans le cadre d'une institution totalitaire telle qu'un asile psychiatrique où, en dépit des logiques institutionnelles d'encadrement des comportements individuels, les internés parvenaient néanmoins à déjouer les règles de l'organisation en vertu d'une compétence pratique faite d'apprentissages, d'astuces et de savoir-faire²³. Plus proche de nous, c'est cette même conception d'une compétence sinon universalisée, en tout cas très généralisée, que l'on retrouve aussi bien dans la sociologie d'A. Giddens²⁴ que dans celle de P. Bourdieu²⁵, du fait de la centralité conférée aux concepts clés de « conscience pratique » et d'« habitus », respectivement, dont on sait qu'ils constituent des principes cognitifs de production de pratiques sociales ajustées aux urgences des contextes et des situations²⁶. On retrouve également une conception explicitement plastique des agents sociaux – à partir d'une compétence à agir largement universalisée – dans la sociologie des régimes d'action de Luc Boltanski²⁷. Enfin, les « irrationalités » des actions individuelles ne sont pas

22. Cicourel (A.V.), *La sociologie cognitive*, Paris, PUF, 1979, p. 42.

23. Goffman (E.), *Asiles. Etudes sur la condition sociale des malades mentaux*, Paris, Minuit, 1968.

24. Notamment dans Giddens (A.), *La constitution de la société. Eléments de la théorie de la structuration*, Paris, PUF, 1987.

25. Les développements les plus systématiques à cet égard se trouvent dans les travaux désormais les plus classiques de P. Bourdieu (*La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Minuit, 1979 ; *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980).

26. Joignant (A.), « Agent, structure et cognition. Questions de recherche à partir de la sociologie de Pierre Bourdieu et Anthony Giddens », *Cahiers internationaux de sociologie*, CVIII, 2000.

27. Cf. Boltanski (L.), *L'amour et la justice comme compétences. Trois essais de sociologie de l'action*, Paris, Métailié, 1990, ainsi que Boltanski (L.), Thévenot (L.), *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991. Cette plasticité des agents sociaux, et la compétence universelle

appréhendées par les théoriciens du choix rationnel comme des preuves d'incompétence, mais plutôt comme un échec imputable à une information biaisée et imparfaite, à des états d'aversion (au risque, par exemple) ou aux paradoxes du monde social dont les méandres induisent en erreur des individus fondamentalement compétents²⁸.

Le contraste est grand avec le traitement de la compétence dans le monde politique, où bien souvent le rapport que des individus ordinaires établissent avec cet univers est placé par les analystes, commentateurs et chercheurs en science politique, sous le signe de l'incompétence. Le jugement d'incompétence est appuyé sur l'absence (décrite en termes de manque ou de carence) de savoirs politiques différenciés chez les sujets, ce qui se traduit par un rapport problématique au langage, par des silences difficiles à gérer dans le cadre d'entretiens approfondis, ou tout simplement par la profusion de « sans réponse » et « sans opinion » aux questionnaires des sondages. Or, des personnes explicitement désintéressées par la politique, voire hostiles à elle, parviennent néanmoins à exprimer des bribes de savoirs différenciés qui, à l'instar des « *cookies* » en informatique, constituent des traces durables de connaissances politiques éparses et, vraisemblablement, bien que faiblement organisées, susceptibles de fonder un rapport minimal au politique. C'est ce qui ressort, par exemple, de l'emploi de catégories élémentaires d'organisation du monde politique par des individus que tout (à commencer par leur ignorance déclarée) porte à classer comme des incompetents ; ainsi, dans le cadre de *focus groups* réunissant des jeunes Chiliens désintéressés par la politique²⁹, la gauche devient-elle le *perraje* (littéralement : les « chiens », terminologie populaire

à agir de manière pertinente et sensée dans le monde social, se retrouve dans diverses écoles sociologiques, aussi bien dans la théorie du choix rationnel que dans la réflexion américaine contemporaine sur l'agence humaine. C'est ainsi que, dans la première, les sujets sont portés à évaluer rationnellement le monde ainsi qu'eux-mêmes, si bien que pour maximiser ou satisfaire leur propre intérêt, ils sont censés être capables de changer y compris leurs propres croyances, cf. Elster (J.), *Le laboureur et ses enfants. Deux essais sur les limites de la rationalité*, Paris, Minuit, 1986, p. 8. Quant à la seconde, elle traduit cette plasticité (par exemple chez Emirbayer et Mische sous le terme de « pragmatique relationnelle ») dans une capacité à agir dans divers cadres sociaux de différentes manières, puisqu'« il est possible d'être (principalement) itératif dans un cadre, projectif dans un autre et pratique-évaluatif dans un troisième », cf. Emirbayer (M.), Mische (A.), « What is Agency ? », *American Journal of Sociology*, 103 (4), 1998, p. 1008.

28. Cette conception de la compétence affleure à la surface sans aucune ambiguïté dans les travaux les plus récents de H. Simon, lorsqu'il affirme que les individus « possèdent presque toujours des raisons pour ce qu'ils font, mais rarement les "meilleures" raisons », ce qui revient à dire qu'ils sont moins incompetents que régis par une « rationalité limitée », cf. Simon (H.A.), « Rationality in Political Behavior », *Political Psychology*, 16 (1), 1995, p. 47.

29. Il s'agit de trois *focus groups* (avec une participation qui en moyenne tournait autour de huit personnes chacun) qui ont été réalisés à Santiago au mois d'avril 2002. Ils étaient constitués par des individus de divers âges, hommes et femmes, dont le dénominateur commun était leur désintérêt pour la politique et leur faible niveau d'éducation : ils ont été « capturés » par le biais d'une agence d'emploi, ce qui explique la très forte surreprésentation des chômeurs.

au moyen de laquelle on désigne – à la manière d'un stigmaté – un univers plébéien) ou la *rotería* (dont l'étymologie évoque le « roturier », à ceci près qu'en espagnol il acquiert une connotation vulgaire), ce qui permet de dire que l'on a affaire à deux catégories pratiques destinées à saisir et à représenter pêle-mêle le peuple et les pauvres.

Par ailleurs, le rapport au politique ne se bâtit pas seulement à partir de savoirs politiques différenciés et explicites, ce qui revient à dire que des sujets ordinaires peuvent donner un sens au monde politique et, ce faisant, se présenter comme compétents en mobilisant des connaissances sociales elles-mêmes très hétérogènes³⁰. Ces connaissances, en effet, leur permettent de fonder un rapport sensé au politique, par exemple basé sur des savoirs quotidiens (savoirs professionnels, savoir sécuritaire redevable de l'expérience *vécue* de la délinquance, ou tout simplement *reçue* des mass média). Il s'ensuit que les rapports au politique que ces savoirs si hétérogènes rendent possibles sont éminemment pratiques car, de même que « les spécialistes des sciences sociales, les agents sociaux ont des instruments pour repérer ce qui est politique et ce qui ne l'est pas », à partir de « conceptions et de procédures de repérage "profanes" » qui ont été « peu étudiées à ce jour³¹ ».

Dans ce cadre d'analyse, les sujets deviennent des traiteurs d'information aux compétences universelles. A cet égard, la recherche dérivée de la psychologie cognitive et réinvestie par certaines écoles de la psychologie sociale aux Etats-Unis s'avère d'un intérêt exceptionnel. Il s'agit de travaux menés par différents groupes de psychologues sociaux qui ont mobilisé les apports de la psychologie expérimentale et cognitive pour interroger les mécanismes par lesquels les individus font des inférences sur le monde³². Pour reprendre les termes des deux auteurs qui ont rédigé le principal livre

30. Assurément, c'est à ce type de savoirs que fait allusion A. Muxel dans son livre sur l'expérience politique des jeunes, lorsqu'elle fait référence, sans entrer dans les détails, à deux types de compétences qui peuvent être mobilisés dans les rapports que les individus entretiennent avec le champ politique, ce qu'elle appelle, d'une part, la « compétence politique » et d'autre part, la « compétence sociale », cf. Muxel (A.), *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001.

31. Gaxie (D.), « Vu du sens commun », *EspacesTemps. Les Cahiers*, « Repérages du politique. Regards disciplinaires et approches de terrain », p. 76-77, 2001.

32. Il convient de préciser que la cognition sociale est le résultat d'un travail de retraduction entrepris par les psychologues sociaux des acquis scientifiques dans divers domaines, y compris en informatique. En ce sens, R. Hastie a raison de dire que les « idées originales » de ces théories « devraient probablement être attribuées aux psychologues expérimentaux, et non aux psychologues sociaux ». Ce n'est en effet qu'en vertu du caractère de « champ interstitiel » de la psychologie sociale que ces « idées originales » ont pu faire l'objet de retraductions et d'une diffusion bien au-delà de la psychologie expérimentale. Hastie (R.), « A Primer of Information-Processing Theory for the Political Scientist », in Lau (R.R.), Sears (D.O.), eds, *Political Cognition. The 19th Annual Carnegie Symposium on Cognition*, Hillsdale, New Jersey, Lawrence Erlbaum, 1986, p. 14.

de synthèse en ce domaine de la recherche, la cognition sociale se définit comme « l'étude de la manière dont les gens donnent sens aux autres gens ainsi qu'à eux-mêmes³³ », en se centrant sur « la capacité de percevoir, de penser et de se souvenir qui est entendue comme une fonction de qui on est et d'où on est³⁴ ». Il s'agit-là d'une précision importante, car c'est cette insistance sur *l'individu en situation* qui fait de la cognition sociale une école psychologique intéressante pour la sociologie et la science politique.

Les travaux de ces psychologues, fondés sur des enquêtes parfois très importantes (expérimentations en laboratoire, analyses statistiques) se distinguent par la manière d'appréhender la cognition, qui sera tantôt appelée « cognition froide » (*cold cognition*), tantôt désignée comme « cognition chaude³⁵ » (*hot cognition*). Selon Schwartz, la cognition froide porte à appréhender l'individu exclusivement comme un traiteur d'informations, ce qui explique l'emploi de « la métaphore de l'ordinateur » pour rendre compte du rapport que l'individu établit avec le monde³⁶. Quant à la cognition chaude, elle évoque moins des savoirs proprement dits que des affects ou, pour reprendre un terme à la fois vague et à la mode, une intelligence émotionnelle qui conduit à s'intéresser au « rôle des humeurs, des émotions, des buts et des motivations dans le raisonnement humain³⁷ ». Dans la première variante de la cognition sociale (la cognition froide), s'inscrit le modèle de l'« avare cognitif » (*cognitive miser*) – selon l'heureuse formule de S. Taylor –, qui conçoit les individus certes comme des traiteurs d'informations, mais à partir d'un équipement cognitif limité, ce qui se traduit dans l'usage des « raccourcis » (*shortcuts*) ou des heuristiques³⁸ pour

33. Fiske (S.T.), Taylor (S.E.), *Social Cognition*, McGraw-Hill, Inc., 1991 [2^e édition], p. 1.

34. *Ibid.*, p. 5.

35. Pour reprendre la terminologie de Schwartz (N.), « Warmer and More Social. Recent Developments in Cognitive Social Psychology », *Annual Review of Sociology*, 24, 1998.

36. *Ibid.*, p. 240-241.

37. *Ibid.*, p. 241. On pourra consulter à cet égard l'article récent de C. Shilling, qui s'interroge en sociologue sur les « conséquences » aussi bien organisatrices que désorganisatrices du social, produites par des « émotions fortes », Shilling (C.), « Towards an Embodied Understanding of the Structure/Agency Relationship », *British Journal of Sociology*, 50 (4), 1999, p. 559, ainsi que le livre suggestif de Braud (P.), *L'émotion en politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.

38. Certes, en première approximation, on entend par « raccourcis » et « heuristiques » des « moyens simples pour produire des substituts d'information » (p. 8) afin de faire des « choix raisonnés », sans présupposer que les individus sont des « encyclopédies ambulatoires » (Lupia (A.), McCubbins (M.E.), *The Democratic Dilemma. Can Citizens Learn What They Need to Know?*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998, p. 18). Mais plus profondément, ils se décrivent comme « des formes rapides de raisonnement » qui sont employées pour faire face aux « contraintes de temps, à la complexité et/ou au volume de l'information pertinente » (Fiske (S.T.), Taylor (S.E.), *Social Cognition*, *op. cit.*, p. 381 et s.), ce qui fait que d'un point de vue fonctionnel, les heuristiques permettent de résoudre des problèmes liés au traitement de tel ou tel objet du monde social en réduisant une information complexe ou ambiguë à des opérations de jugement plus simples (Sears (D.O.), Peplau (A.), Freeman (J.), Taylor (S.E.), *Social Psychology*, Englewood Cliffs, International Editions, Prentice-Hall, 6^e édition, 1987, p. 106). Il s'agit donc

faire des inférences sensées sur le monde social (sensées parce qu'ajustées à des capacités cognitives limitées³⁹). Quant à la cognition chaude, elle accouche d'un second modèle, celui du « tacticien motivé » (*motivated tactician*), qui, à la différence du premier où la motivation et le rôle des affects et des buts tendaient à être réduits à néant, appréhende les individus comme des sujets « complètement engagés » dans des situations qui leur offrent « de multiples stratégies cognitives disponibles », le choix parmi celles-ci étant fait « à partir des buts, des motifs et des besoins » qui sont les leurs⁴⁰. On a là, sans doute, deux modèles qui ne sont pas forcément incompatibles entre eux, puisque la prémisse réaliste d'individus équipés de capacités cognitives limitées n'est pas contradictoire avec le principe de sujets qui agissent de manière intentionnelle et motivée. Tout le problème, très actuel par ailleurs en cognition sociale, est de tenir ensemble ces deux modèles théoriques au moment de rendre compte des comportements empiriques. Reste que l'avarice cognitive des individus n'est pas du tout dans ce cadre un obstacle pour percevoir et agir dans le monde social de manière sensée, ce qui préfigure une notion de compétence largement universalisée. Il n'est plus nécessaire d'invoquer des raisonnements sophistiqués et imprégnés d'irréalisme⁴¹ pour rendre compte de ce dont sont capables les individus dans leur rapport ordinaire au monde, social et politique. Pour être plus précis, ce que permet la cognition sociale c'est de rendre compte de ce dont sont capables les individus dans le rapport au monde *tel qu'ils l'appréhendent*, ce qui corrobore le caractère réaliste de ses prémisses. S'il est vrai que « la cognition sociale moderne tend à se centrer sur les processus intrapsychiques » – ce qui parfois conduit à « mettre peu l'accent sur le contexte social ou sur les implications comportementales de ces processus⁴² » –, il n'en reste pas moins que l'idée de savoirs incorporés et *organisés*, ainsi que leur emploi économique au point de vue cognitif, se révèle très suggestive pour l'analyse scientifique, notamment pour la science politique⁴³.

d'un ensemble de « techniques inférentielles » qui permettent aux sujets, à partir de l'information disponible sur tel ou tel fait, personne ou situation, de faire l'économie de son examen exhaustif en la rapportant à ses connaissances préalables – fussent-elles très vagues et générales –, à partir de quoi il pourra faire des inférences pertinentes et sensées après avoir emprunté une voie courte pour y parvenir (un *shortcut*).

39. Fiske (S.T.), Taylor (S.E.), *Social Cognition*, op. cit., p. 13.

40. *Ibid.*, p. 13.

41. Comme le calcul rationnel qui constituerait, selon l'individualisme méthodologique en sociologie, un principe élémentaire d'organisation et d'immersion dans le monde social, disponible pour tout un chacun, en vertu du postulat – rendu explicite par Boudon – d'une « psychologie universaliste » sous-jacente au comportement des acteurs, cf. Boudon (R.), *La logique du social. Introduction à l'analyse sociologique*, Paris, PUF, 1979, p. 83.

42. Schneider (D.J.), « Social Cognition », *Annual Review of Psychology*, 42, 1991, p. 530.

43. Mais aussi pour la sociologie, comme le montre l'intéressant programme scientifique de B. Lahire qui plaide pour une « sociologie psychologique » (*L'homme pluriel. Les ressorts de l'action*,

En effet, le principe de savoirs incorporés de manière durable sur la politique et, ce faisant, stockés de façon organisée, constitue certainement une idée forte : « Des faits, des figures, des croyances et des impressions sur les gens, les places, les choses et les événements ne sont pas stockés dans la mémoire comme des morceaux et des bytes discrets, mais sont plutôt organisés sémantiquement dans des "grappes" (*clusters*) cohérentes de connaissance⁴⁴. » Par là, ce qui devient un objet d'analyse c'est le mode d'organisation des savoirs acquis sur la politique, dont on sait désormais qu'ils fonctionnent de manière à permettre aux sujets d'économiser du travail cognitif sans porter atteinte pour autant à la pertinence de leurs perceptions et de leurs comportements.

Le dépôt des savoirs sur la politique : les schèmes

Les savoirs possédés par les individus dans divers domaines peuvent être désignés sous le nom de schèmes, qui constituent des « prédispositions » cognitives⁴⁵ dans la mesure où, à la différence d'autres types de conceptualisations plus familières aux politistes (les attitudes, par exemple), ils se caractérisent par une importante « stabilité temporelle⁴⁶ ». Les schèmes sont le fruit des expériences individuelles dans le monde social, et les schèmes politiques le résultat des savoirs acquis dans le cadre des expositions, contacts et expériences avec l'espace politique tout au long de la vie, ce qui pose une question de recherche (rarement soulevée par la théorie du schème – *schema theory* – en cognition sociale) relative à la genèse sociale des schèmes, que seule la relance de nouvelles stratégies d'analyse en socialisation politique pourrait satisfaire⁴⁷. S'agissant donc de savoirs qui sont durablement intériorisés, les schèmes se présentent comme « des expectatives abstraites concernant la manière dont le monde généralement opère, [et qui sont] construits à partir des expériences passées avec des exemples spécifiques » ; c'est ce qui permet aux schèmes d'orienter « les processus cognitifs vers l'information qui est pertinente pour les connaissances qui sont déjà détenues par les individus⁴⁸ » ou, pour être plus précis au sujet des schèmes politiques, comme « une organisation

Paris, Nathan, 1998, et plus récemment *Portraits sociologiques. Dispositions et variations individuelles*, Paris, Nathan, 2002).

44. Hamill (R.), Lodge (M.), Blake (F.), « The Breadth, Depth, and Utility of Class, Partisan, and Ideological Schemata », art. cité, p. 851.

45. Lau (R.R.), Sears (D.O.), « Social Cognition and Political Cognition. The Past, the Present, and the Future », in Lau (R.R.), Sears (D.O.), eds, *Political Cognition*, op. cit., p. 357.

46. Lau (R.R.), « Political Schemata, Candidate Evaluations, and Voting Behavior », in Lau (R.R.), Sears (D.O.), eds, *ibid.*, p. 113.

47. Joignant (A.), « La socialisation politique. Stratégies d'analyse, enjeux théoriques et nouveaux agendas de recherche », *Revue française de science politique*, 47 (5), 1997.

48. Fiske (S.T.), Taylor (S.E.), *Social Cognition*, op. cit., p. 554.

hiérarchisée des connaissances dans un domaine particulier, qui inclut des labellisations de catégories, des descriptions génériques et des interconnexions entre celles-ci⁴⁹ ».

Il s'agit d'une véritable topologie des savoirs, dont il convient de rendre compte puisque leur fonctionnement et les compétences qu'ils dessinent s'expliquent par leur structure. Ces savoirs durablement structurés se déposent (on est tenté de reprendre la terminologie du « stock des connaissances » de Berger et Luckmann, à ceci près qu'elles appartiennent à l'individu et non à la société) dans des schèmes dont l'architecture est pyramidale, au sens où les savoirs acquis les plus généraux concernant tel ou tel domaine se situent à la base des schèmes, alors que les connaissances plus spécifiques tendent à être rangées vers le sommet de cette pyramide des savoirs. Par conséquent, les savoirs schématiques généraux sont faits de connaissances assez élémentaires, voire rudimentaires, alors que les savoirs spécifiques s'avèrent plus précis et, éventuellement, abstraits. Prenons un exemple tiré du monde politique. Un objet caractéristique de ce monde est, on en conviendra, l'homme politique. Or, les hommes politiques sont susceptibles d'activer des savoirs extrêmement divers chez les individus équipés d'un schème les concernant (*politician schema*). C'est ainsi que ces savoirs rapportés aux hommes politiques peuvent être très généraux, voire banaux (« Les hommes politiques sont généralement des élus »), ou bien être faits de connaissances plus spécifiques selon le degré de développement du schème, se traduisant par exemple dans l'emploi de catégories relativement sophistiquées (« Les hommes politiques socialistes »), dans la capacité de les reconnaître en les nommant (Jacques Chirac, Lionel Jospin), voire en une combinaison de ces divers niveaux de complexité cognitive (« Jacques Chirac est un homme politique de droite », « Lionel Jospin a été un Premier ministre socialiste »). On le voit, les savoirs schématiques, qu'ils soient sociaux ou, en l'occurrence, politiques, sont structurés sur un mode pyramidal, ce qui exprime donc un mode d'organisation fait de niveaux et de paliers auquel il est bien difficile d'échapper⁵⁰, y compris par ceux qui ont condamné tout raisonnement faisant correspondre les connaissances incorporées à diverses instances de la conscience, succombant ainsi à la séduction architectonique⁵¹.

49. Lau (R.), Sears (D.O.), « Social Cognition and Political Cognition... », art. cité, p. 349.

50. Tel est le cas du travail fort intéressant de W. Sewell qui, presque sans le savoir, se pose les mêmes questions sur l'organisation de l'« agence » humaine que celles qui concernent le fonctionnement schématique, lorsqu'il plaide pour que les pratiques individuelles soient appréhendées comme fonctionnant à « des niveaux variables de profondeur, depuis les structures profondes lévi-straussiennes jusqu'aux règles relativement superficielles d'étiquette » (Sewell (W.H.), « A Theory of Structure. Duality, Agency, and Transformation », art. cité, p. 9).

51. On aura reconnu la critique sévère de Bourdieu adressée à « la pensée en termes d'"instances" » qui mobilise « à des fins classificatoires et apparemment explicatives toute la symbolique rassurante de l'architecture, structure bien sûr, donc *infrastructure* et *superstructure*,

Si l'on revient à une réflexion sur la compétence politique, les individus que l'on pourra qualifier de « schématiques sur les objets politiques » sont ceux qui sont susceptibles d'établir un rapport au politique plus ou moins élémentaire en faisant appel à des savoirs différenciés. On retrouve ici les individus politiquement compétents, ce qui ne veut pas dire que les agents « non schématiques » seraient inversement des incompetents, mais que les savoirs qu'ils convoquent pour organiser et donner du sens au monde politique sont indifférenciés (et donc susceptibles d'être appréhendés par les analystes comme illégitimes et marginaux). Dans la « théorie du schème », est ainsi comblé le fossé cognitif qui, dans de nombreux travaux de science politique, sépare les « idéologues » et les « quasi-idéologues », des sujets dépourvus de « contenus sur les enjeux » (*no issue content*), ou qui écarte les individus politiquement sophistiqués des autres ; la question reste de savoir quels types de connaissances mobilisent les « non schématiques ». Il s'ensuit que la distinction entre des sujets schématiques et non schématiques éclaire un type de rapport possible au politique, les premiers pouvant exciper d'un savoir plus légitime que les seconds parce que fondé sur des connaissances différenciées qui peuvent ne pas être traitées comme des boîtes noires⁵². Qui plus est, la théorie du schème met en évidence des différences importantes parmi les individus schématiques eux-mêmes, en montrant que les savoirs généraux qui se trouvent à la base de la pyramide schématique accouchent d'une compétence politique assez élémentaire, alors que les connaissances spécifiques fondent logiquement une compétence à la fois plus complète et complexe, bien que *fonctionnellement* ces divers types de compétences se révèlent suffisants du point de vue des agents pour organiser et donner sens au monde politique.

Plus précisément, les différents savoirs sur la politique se trouvent déposés non pas dans un seul schème fait de différents niveaux de complexité cognitive, mais plutôt dans plusieurs schèmes politiques. Ainsi, certains auteurs distinguent quatre (parfois cinq, voire davantage⁵³) objets politiques

mais aussi *fond, fondation, fondement, base*, sans oublier les inimitables *paliers* (en profondeur) de Gurvitch » (*Le sens pratique, op. cit.*, p. 224, n. 20, souligné par l'auteur). Or, nous avons montré ailleurs qu'il n'est pas du tout sûr que Bourdieu soit parvenu à échapper à cette forme de pensée qu'il avait tant critiquée (Joignant (A.), « Agent, structure et cognition... », art. cité).

52. Par là, on rejoint la position de P. Johnston Conover et S. Feldman qui, après avoir signalé l'importance accordée par les politologues américains à l'« identification partisane » en tant que source prédictive des comportements électoraux, ne manquent pas de constater l'inexistence de travaux qui se soient intéressés à « la structure et au contenu du savoir que les personnes ont sur les partis politiques », Johnston Conover (P.), Feldman (S.), « The Role of Inference in the Perception of Political Candidates », in Lau (R.R.), Sears (D.O.), eds, *Political Cognition, op. cit.*, p. 140.

53. C'est ainsi que R. Hamill et M. Lodge reconnaissent l'existence, outre celle des schèmes rapportés aux partis, aux enjeux, aux hommes politiques et aux groupes sociaux, d'un schème « idéologique » (Hamill (R.), Lodge (M.), « Cognitive Consequences of Political Sophistication », in Lau (R.R.), Sears (D.O.), eds, *Political Cognition, op. cit.*, p. 92). M. Lodge et K. M. McGraw

fondamentaux auxquels correspondent autant de schèmes politiques faits de savoirs tantôt généraux et faiblement différenciés, tantôt spécifiques et davantage spécialisés : les partis, les enjeux, les candidats (ou les hommes politiques) et les groupes sociaux qui interviennent de différentes manières et de façon plus ou moins sporadique dans le champ politique (les noirs, les femmes, les travailleurs, etc.).

La distribution de ces savoirs schématiques varie fortement dans la population. C'est ainsi que Richard Lau a pu déterminer pour les Etats-Unis (à partir de données d'enquête de 1972 et 1976 du CPS National Election Studies) qu'un peu moins de « la moitié de tous les répondants possédaient seulement un type de schème politique⁵⁴ », 19-24 % des sujets pouvaient être classés comme équipés de deux types différents de schèmes politiques et seulement « une petite minorité » (2-3 %) bénéficiaient de l'acquisition de trois schèmes politiques⁵⁵. Ainsi équipés, ces individus schématiques (qui peuvent être classés en suivant la dichotomie « expert-novice » d'après le nombre des schèmes possédés) peuvent mobiliser différents types de savoirs en fonction des connaissances qu'ils ont incorporées et, sans doute, selon les urgences pratiques qui se présentent à eux dans leurs vies quotidiennes, dont on peut faire l'hypothèse qu'elles sont susceptibles d'activer un niveau de connaissance au détriment d'autres également possibles. Reste à comprendre de quoi dépend le choix d'un schème au lieu d'un autre (si tant est qu'on puisse parler de « choix » en ce domaine), la question de recherche étant de savoir « sous quelles conditions les individus emploieront l'un ou l'autre » des schèmes disponibles⁵⁶.

distinguent quant à eux les schèmes rapportés à des « événements spécifiques », à des « symboles (le drapeau) » et d'une façon assez confuse à des « scripts génériques (débat politiques, aller voter) », (Lodge (M.), McGraw, (K.M.), Contribution au symposium « Where is the Schema ? Critiques », *American Political Science Review*, 85 (4), 1991, p. 1358). Cette distinction ne va pas sans poser de problème en ce qui concerne le mode de construction des schèmes, la manière de justifier leur existence à propos de tel ou tel objet politique et les limites (si elles existent) entre des schèmes voisins.

54. 6-7 % pouvaient faire état d'un schème de groupe, 10-21 % d'un schème sur les enjeux, 20-30 % d'un schème sur la personnalité des candidats (« sûr », « ferme ») et 2-3 % d'un schème partisan (chaque fourchette est établie en fonction de l'année de production des données d'enquête). Cf. Lau (R.R.) « Political Schemata, Candidate Evaluations, and Voting Behavior », art. cité, p. 113.

55. *Ibid.*

56. Hamill (R.), Lodge (M.), « Cognitive Consequences... », art. cité, p. 92. C'est sans doute cette question qui a permis à certains auteurs de faire état des limites de la théorie du schème à cause de l'accent excessif qui serait mis sur l'appareillage cognitif individuel, ce qui autorisait à réintroduire la dimension « motivationnelle » au sein même du travail cognitif afin de répondre à la question du choix des schèmes (Lane (R.E.), « What are People Trying to Do With Their Schemata ? The Question of Purpose », in Lau (R.R.), Sears (D.O.), eds, *Political Cognition*, op. cit.). Mais elle a permis également de rappeler la plasticité des agents sociaux quant aux schèmes à employer selon les circonstances et les situations, au point que l'utilisation de tel ou tel schème peut ne pas dépendre des individus, mais des effets de *priming* provoqués par les

Les chercheurs travaillent de la même manière sur la façon dont les individus « non schématiques » mobilisent des savoirs qui donnent du sens à l'univers politique, à ceci près que les objets auxquels ils se rapportent appartiennent moins à l'espace politique qu'au monde social ordinaire. Les schèmes de classe, que l'on peut appréhender comme des savoirs élémentaires incorporés par les sujets dès leur prime enfance et qui leur permettent de rendre compte du monde social, ainsi que des agents qui l'habitent, en les typifiant et les jugeant souvent de manière très stéréotypée, sont ainsi fréquemment utilisés, comme le montre le travail d'Hamill, Lodge et Blake. Les schèmes de classe constituent une importante source de stéréotypes, dont on sait qu'ils se forment « à partir du comportement [répété] de quelques individus » contre l'arrière-plan quotidien des mass média qui « se centrent davantage sur des faits négatifs » les concernant⁵⁷. Ces stéréotypes constituent dans ce cadre analytique non plus une source constante d'erreurs pour des individus incompetents mais une véritable boîte à outils permettant à des individus ordinaires de participer du monde politique en lui donnant de l'ordre et du sens à partir des savoirs qui sont les leurs.

Ces savoirs acquis précocement se schématisent rapidement, dans la mesure où « chaque trait perçu » s'inscrit dans une « structure sous-jacente cohérente concernant le groupe⁵⁸ ». On peut donc comprendre que le schème de classe se présente d'un point de vue fonctionnel comme un schème de base, largement utilisé par les individus non schématiques sur des objets politiques, mais aussi par ceux qui possèdent « des bas niveaux d'intérêt, d'éducation, d'exposition aux médias, d'habileté cognitive, de revenu et d'expérience politique conventionnelle⁵⁹ ». Il permet donc à ces individus de faire des inférences ajustées à leurs capacités cognitives sur des objets politiques, en déchiffrant par exemple une controverse sur une éventuelle hausse des impôts à partir de la dichotomie patrons/travailleurs, ou en typifiant tel ou tel homme politique comme appartenant à la classe des riches en fonction de ses traits de caractère, de son langage et, vraisemblablement, de son hexis corporelle⁶⁰.

mass média sur un type de savoir schématique (par exemple, la personnalité des candidats) au détriment d'autres schèmes possibles, en rendant certains objets, voire certaines dimensions des objets politiques, plus ou moins saillants, cf. Mendelsohn (M.), « The Media and Interpersonal Communications, the Priming of Issues, Leaders, and Party Identification », *The Journal of Politics*, 58 (1), 1996.

57. Fiske (S.T.), Taylor (S.E.), *Social Cognition*, op. cit., p. 386.

58. Sears (D.O), Peplau (A.), Freeman (J.), Taylor (S.E.), *Social Psychology*, op. cit., p. 68.

59. Hamill (R.), Lodge (M.), Blake (F.), « The Breadth, Depth, and Utility of Class, Partisan, and Ideological Schemata », art. cité, p. 868.

60. C'est à propos de ces aspects que les théories cognitives en psychologie sociale se révèlent très suggestives pour le sociologue ou le politiste, puisqu'elles proposent un vaste éventail de travaux empiriques montrant les diverses manières dont le rire, la parure, la façon de parler et, d'une manière plus générale, les « saillances » peuvent être interprétés par des individus. Or, la

Ce schème de classe ne constitue que l'une des manières disponibles pour des individus non schématiques de fonder un rapport au politique. Certains auteurs ont mis en évidence d'autres modes de traitement de l'information sur les objets politiques. Le traitement au « coup par coup » (*piecemeal processing*), décrit par Fiske, se présente sous la forme d'un travail cognitif aussi hésitant qu'économique pour les individus, qui reconnaissent et donnent du sens aux attributs les plus saillants de l'objet politique « attribut par attribut », développant une sorte de rapport titubant à ces objets différenciés et spécifiques que sont notamment les objets politiques, par un tâtonnement cognitif qui « individualise ou particularise la personne, l'événement ou l'enjeu, au lieu de le traiter simplement comme un autre exemple d'une catégorie qui serait déjà familière⁶¹ ». Autrement dit, ce type de traitement de l'information concernant des objets à propos desquels on ne sait finalement rien (ou presque) ne prend ancrage sur aucune structure de connaissance organisée.

Il existe un troisième mode d'appréhension non pas d'objets, mais de personnes appartenant à des univers sociaux différenciés, qui serait également d'origine schématique. Tel est le cas du schème de soi (*self-schema*), formé de savoirs organisés que tout un chacun possède sur soi-même (et qui fournissent généralement une image cohérente de soi) qui peuvent servir de « cadre de référence pour les jugements et les évaluations concernant autrui⁶² ». C'est parce que les individus « jugent souvent les autres » à partir des « mêmes dimensions » et des « mêmes catégories qu'ils utilisent pour se décrire eux-mêmes⁶³ », qu'ils peuvent employer ce savoir auto-référentiel par exemple sur les hommes politiques, non pas pour les comprendre mais plutôt pour les rendre intelligibles⁶⁴. En ce sens, et à titre illustratif, il est possible de penser aux réponses données par certains des participants aux *focus groups* organisés à Santiago en avril 2002 : ceux qui semblaient très étrangers au langage proprement politique organisaient leurs jugements sur les deux principaux hommes politiques chiliens (Ricardo Lagos, aujourd'hui le président socialiste de la République, et Joaquín Lavín, leader de l'opposition de droite) à partir de savoirs tirés de

sociologie a pu montrer comment la perception de ces saillances pouvait profondément varier selon les groupes sociaux. En ce sens, les théories cognitives en psychologie sociale fournissent des outils cognitifs importants pour faire la sociologie de la réception de certains messages, en prenant par exemple au sérieux la logique et les fonctions sociales des stéréotypes. Cf. à cet égard Sears (D.O.), Peplau (A.), Freeman (J.), Taylor (S.E.), *Social Psychology, op. cit.*, chap. 3.

61. Fiske (S.T.), « Schema-Based Versus Piecemeal Politics. A Patchwork Quilt, but not a Blanket, of Evidence », in Lau (R.R.), Sears (D.O.), eds, *Political Cognition, op. cit.*, p. 43.

62. Johnston Conover (P.), Feldman (S.) « The Role of Inference in the Perception of Political Candidates », art. cité, p. 132.

63. *Ibid.*, p. 132.

64. Sur les variations individuelles de sophistication idéologique, cf. Milburn (M.A.), « Ideological Self-Schemata and Schematically Induced Attitude Consistency », *Journal of Experimental Social Psychology*, 23, 1987.

leurs schèmes de soi : « Il est comme moi, sans parti et sincère⁶⁵ », ou encore « Lagos est courageux, parce que moi aussi je fonce sur les patrons⁶⁶ ».

Le champ politique et ses agents, avec leurs langages et leurs enjeux qui se présentent souvent sous une allure largement ésotérique aux yeux d'agents profanes, deviennent intelligibles, non pas parce qu'à l'origine se trouveraient équitablement distribuées dans la population les connaissances politiques dans une sorte de communisme cognitif tout à fait illusoire, mais plutôt parce que les individus parviennent à mobiliser différents types de savoirs schématiques. Une mobilisation des savoirs, il faut le dire, qui est la plupart du temps traitée par les théoriciens du schème selon la logique de l'activation. L'emploi de tel ou tel schème relève moins d'un choix de l'individu que d'un mode d'activation quasi mécanique, selon les « contours naturels de l'information » relative à un objet social spécifique qui fait fonction de stimulus⁶⁷. En ce sens, l'individu se présente comme un agent social certes actif dans le rapport qu'il établit avec son environnement, mais moins calculateur que porteur de savoirs mobilisés presque à son insu. Il est difficile de dire si c'est le stimulus qui commande l'activation des schèmes ou si, à l'inverse, ce sont ces derniers qui donnent sens aux stimuli : c'est sans doute la raison pour laquelle Schneider avance une conception circulaire du fonctionnement schématique (comparable à ce que l'on trouve dans les travaux de certains auteurs à propos de la relation agence/structure⁶⁸). C'est ainsi que pour Schneider « chaque stimulus se voit affecté par le savoir de base, les expériences préalables, le langage, et ainsi de suite », de même qu'inversement « les schèmes sortent sous une poussée [*push*] du monde extérieur et sont guidés par l'information entrante⁶⁹ ».

On retrouve ici une critique lourde adressée à la théorie du schème : en effet, celle-ci semble reposer sur une représentation des agents dotés d'une grande plasticité cognitive (ne serait-ce que par le fait qu'ils disposent de savoirs schématiques situés à des niveaux différents de complexité)... à ceci près que cette plasticité relève moins du fait que l'on a affaire à des agents intentionnels qu'à des sujets en réalité programmés et formatés,

65. Homme, 27 ans, qui fait ici allusion à Joaquín Lavín, qui a toujours mis en avant son indépendance partisane en reniant les « politiciens » et leur langage.

66. Homme, 34 ans, évoquant les critiques adressées par Lagos au patronat lors de certains épisodes récents de la vie politique chilienne.

67. Sears (D.O.), Peplau (A.), Freeman (J.), Taylor (S.E.), *Social Psychology*, *op. cit.*, p. 108.

68. C'est notamment le rôle que joue la notion de « dualité du structurel » dans la sociologie d'A. Giddens (par exemple dans *La constitution de la société*, *op. cit.*).

69. Schneider (D.J.), « Social Cognition », art. cité, p. 537.

éventuellement manipulés par les traitements préalables (notamment médiatiques) des acteurs, enjeux et événements politiques⁷⁰.

Au point de vue de leurs fonctions sociales et cognitives, les schèmes se présentent en premier lieu comme des véritables savoirs matriciels qui permettent de rendre intelligible le monde social, presque à la manière d'une méthodologie régie par des mécanismes psychologiques élémentaires. C'est ainsi que les schèmes « apportent de l'organisation à l'expérience d'un individu », « guident l'inférence de la nouvelle information » et « fournissent une base aux évaluations et résolutions de problèmes⁷¹ ». Ainsi décrits, les schèmes fonctionnent à la fois comme des principes cognitifs d'organisation des coordonnées inscrites dans le monde social, et comme des principes d'intériorisation de ces coordonnées à partir de la logique du stockage. En ce sens, les fonctions sociales des schèmes ne sont pas très différentes de celles remplies par des notions sociologiques voisines (comme l'*habitus* chez Bourdieu). Mais ces fonctions sociales s'appuient sur des mécanismes psychologiques (la mémoire et la perception qu'elle rend possible), si bien que les schèmes régissant l'extraction de l'information pertinente déposée dans la mémoire, remplissent les interstices de l'information disponible dans l'environnement et fournissent donc des outils cognitifs pour aborder de manière pertinente et sensée (parce que fondée sur des savoirs préalablement acquis) le monde social⁷². Les schèmes ainsi décrits et définis se présentent comme des savoirs sociaux à la fois très inégalement distribués et toujours remarquablement organisés une fois qu'ils ont été intériorisés. Or, ainsi compris, ils se trouvent à l'origine d'une compétence des agents largement universelle pour agir dans le monde social et politique, dans la mesure où elle présuppose toujours l'acquisition réussie de savoirs qui, tantôt rapportés au politique, tantôt centrés sur leurs vies ordinaires, permettent fonctionnellement aux individus de forger des rapports aussi multiples que variés au politique. En ce sens, la théorie du schème invite les chercheurs à s'intéresser non seulement aux savoirs politiques différenciés possédés et maîtrisés par les individus, mais aussi à leurs connaissances ordinaires disponibles et susceptibles de fonder un type de rapport au politique, que ce rapport soit ou non jugé légitime ou pertinent par les interprètes du jeu politique.

70. On consultera sur ce sujet le très intéressant travail de Krosnick (J.A.), Brannon (A.), « The Impact of the Gulf War on the Ingredients of Presidential Evaluations. Multidimensional Effects on Political Involvement », *American Political Science Review*, 87 (4), 1993.

71. Johnston Conover (P.), « The Role of Social Groups in Political Thinking », *British Journal of Political Science*, 18, 1988, p. 56.

72. On consultera sur ce point l'intéressant article de Johnston Conover (P.), Feldman (S.), « How People Organize the Political World. A Schematic Model », *American Journal of Political Science*, 28 (1), 1984, en particulier p. 96-97.

Les limites de la théorie du schème. De la pénurie des savoirs à la compétence profane en politique

Il n'est pas douteux que, d'un point de vue normatif, le langage de la compétence politique est une source plausible de commentaires ou d'analyses « antidémocratiques », dans la mesure où il peut conduire à parler de citoyenneté à deux vitesses. La première rassemblerait les agents compétents et habilités à participer dans la vie de la cité non pas parce qu'ils seraient en possession de qualifications définitives qui permettraient l'accès constant à l'opinion éclairée, mais plutôt en vertu des savoirs acquis dont la valeur serait reproduite par les logiques sociales de distribution qui garantiraient leur pertinence. Par voie de corollaire, il y aurait ces autres citoyens qui seraient écartés des affaires de la cité sous le chef d'incompétence⁷³. D'un point de vue sociologique, les dangers d'exclusion impliqués par le langage de la compétence peuvent se matérialiser d'une manière subreptice à partir de la logique du double standard, qui porte par exemple à créditer les personnes de « haut statut », d'habiletés dont l'étendue et la portée sont en réalité beaucoup plus modestes, si bien que ces attributions de valeurs à deux vitesses sont « à la fois une conséquence du statut et un facteur qui contribue à l'assignation initiale de la compétence sur la base du statut⁷⁴ ».

En ce sens, il n'est pas faux de dire qu'une partie de l'attrait de la théorie du schème vient de cette représentation d'une compétence sociale et politique universelle à agir et participer dans divers mondes de manière sensée. Pourtant, par-delà le *sex appeal* de la théorie du schème et l'intérêt qu'elle présente pour la sociologie et la science politique, elle pose de très nombreux problèmes. Certains ont contesté la nouveauté de l'approche. C'est ainsi que Kuklinski, Luskin et Bolland ont évoqué le caractère extrêmement vague des schèmes – notamment politiques – et de leur définition, et finalement la difficulté à les distinguer clairement d'autres notions voisines, comme par exemple des attitudes. La critique est sévère et pourrait ébranler tout l'édifice schématique, fondé justement sur la critique de l'usage des « attitudes⁷⁵ ». Johnston Conover et Feldman ont répliqué en rappelant la différence essentielle existant selon eux entre les attitudes et les schèmes : si « le sens principal du concept d'attitude » est « fondamentalement affectif en nature », celui qui est associé à la notion de schème met l'accent sur son

73. Pour une vision qui met en relief les périls antidémocratiques qui seraient sous-jacents au langage de la compétence politique, cf. Smiley (M.), « Democratic Citizenship. A Question of Competence? », in Elkin (S.E.), Soltan (K.E.), eds, *Citizen Competence and Democratic Institutions*, *op. cit.*

74. Foschi (M.), « Double Standards for Competence. Theory and Research », *Annual Review of Sociology*, 26, 2000, p. 26.

75. Kuklinski (J.E.), Luskin (R.), Bolland (J.), « Where is the Schema? Going Beyond the "s" Word in Political Psychology », *American Political Science Review*, 85 (4), 1991.

caractère de « structure cognitive⁷⁶ ». Reste un flottement problématique de la théorie en ce qui concerne les stratégies de recherche permettant d'identifier et de délimiter les schèmes par rapport à d'autres types de savoirs organisés, ainsi que les techniques de mesure : c'est que la question de la mesure des « schèmes politiques », de même que celle consistant à se demander « comment » être sûr que l'on est en présence de schèmes⁷⁷, se révèlent valables et pertinentes y compris pour les auteurs qui se sentent proches de la théorie du schème.

Mais en supposant que les schèmes soient méthodologiquement identifiables et analysables, il reste encore à s'interroger sur les rapports qu'entretiennent les savoirs intériorisés par les individus et déposés dans des schèmes avec le passage du temps et, ce faisant, avec l'histoire aussi bien des agents que des champs qu'ils fréquentent ou auxquels ils appartiennent. Peut-on dire que les savoirs acquis et ainsi schématisés gardent leur efficacité sociale et cognitive au-delà des transformations des champs sociaux ? Ou ces schèmes sont-ils soumis aux aléas du social au point d'être exposés à des processus de dé-schématization ? Pour y répondre, il faudrait sans doute travailler sur la durée et intégrer les trajectoires biographiques dans l'analyse, en déployant d'autres types de protocoles d'enquête dont le dénominateur commun serait de se tenir au plus près des expériences pratiques du monde social et politique. Il conviendrait également de s'intéresser à la socio-histoire du politique et aux transformations qui affectent certaines institutions et technologies démocratiques contemporaines, dans la mesure où elles sont susceptibles d'avoir une incidence sur ce dont sont capables les agents sociaux : l'introduction de l'anonymisation du vote⁷⁸, ou encore la typification juridique de certains actes politiques illégaux peuvent représenter autant de transformations génératrices de compétences spécifiques (par exemple frauduleuses⁷⁹). Ce n'est donc pas un hasard si Fiske et Taylor concluent leur livre de synthèse sur la cognition sociale et la théorie du schème par un plaidoyer pour des protocoles d'enquête davantage centrés sur ce que l'on peut appeler des rapports ordinaires au monde, politique ou social : « Dans les prochaines années, les chercheurs étudieront probablement les processus cognitifs

76. Contribution de Johnston Conover (P.) et Feldman (S.) au symposium « Where is the Schema? Critiques », *American Political Science Review*, 85 (4), 1991, p. 1366.

77. Lau (R.R.), Sears (D.O.), « Social Cognition and Political Cognition. The Past, the Present, and the Future », art. cité, p. 360.

78. Offerlé (M.), « Les noms et le nombre. Individualisation et anonymisation de l'électeur », in Christin (A.-M.), dir., *L'écriture du nom propre*, Paris, L'Harmattan, 1998.

79. Ihl (O.), « Les fraudes électorales. Problèmes de définition juridique et politique », in Romanelli (R.), ed., *How Did They Become Voters? The History of Franchise in Modern European Representation*, London, Kluwer Law International, 1996.

spontanés des gens », en se demandant « comment est-ce que les gens pensent dans des cadres naturels⁸⁰ ? ».

Ce sont sans doute ces « cadres naturels » dont parlent Fiske et Taylor qui peuvent être décelés et analysés, par exemple, au moyen des histoires de vie, des comptes rendus sur soi-même qui sont faits par les individus ordinaires⁸¹, ou en tout cas abordés d'une façon ethnographique par le politiste⁸². Dans tous les cas, l'analyse des « espaces naturels » et des « processus cognitifs spontanés » suppose d'aller au plus près des expériences pratiques et des savoirs tacites qui sont mobilisés par les individus dans leurs divers rapports au politique, en évitant de se faire les hagiographes involontaires des savoirs non politiques sur la politique ou, plus grave encore, de se transformer en porte-parole des agents ordinaires. A cet égard, l'intérêt des approches ethnométhodologiques est indéniable même si elles doivent se garder de la dérive subjectiviste. En dépit des apparences, la théorie du schème risque de faire l'objet des mêmes critiques que les approches phénoménologiques, au sens où les savoirs schématiques sur la politique, qu'ils soient différenciés ou non, tendent à être appréhendés à l'état brut, en faisant comme si ils étaient immédiatement transparents aux yeux des individus. C'est cette illusion qui conduit généralement les théoriciens du schème à négliger de rapporter ces dispositions cognitives à des variables indépendantes, telles que le niveau de diplôme ou la position sociale des agents⁸³. La théorie du schème pâtit de ses limites constitutives, à savoir du privilège qu'elle confère à la cognition sans tenir compte de ses conditions sociales d'usage et de possibilité. C'est pourquoi la sociologie et la science politique ne peuvent faire l'économie des logiques et des variables sociales qui, tout comme l'histoire, expliquent les variations entre individus au point de vue des savoirs mobilisables et mobilisés.

Plus profondément, il faudrait s'interroger sur les rapports que ces savoirs incorporés maintiennent avec des structures culturelles plus complexes telles que « styles de pensée, histoires, logiques, paradigmes et idéologies⁸⁴ ». Peut-on se contenter de dire, par exemple, que les individus équipés de schèmes politiques multiples sont mieux à même d'intérioriser

80. Fiske (S.T.), Taylor (S.E.), *Social Cognition*, *op. cit.*, p. 558, souligné par nous.

81. On consultera à cet égard l'approche fort suggestive de T. Orbuch sur les comptes rendus, qui ne sont pas sans rappeler les approches ethnométhodologiques, Orbuch (T.), « People's Accounts Count: the Sociology of Accounts », *Annual Review of Sociology*, 23, 1997.

82. On lira à ce propos avec intérêt l'article de Bryan (F.), « Direct Democracy and Civic Competence. The Case of Town Meeting », in Elkin (S.E.), Soltan (K.E.), eds, *Citizen Competence and Democratic Institutions*, *op. cit.*, p. 195-223.

83. Exception faite du travail de R. Lau qui conclut d'ailleurs de manière surprenante que ni l'éducation, ni le revenu ne sont des variables « positivement reliées » à un schème politique spécifique bien développé comme celui relatif aux « enjeux » (« Political Schemata, Candidate Evaluations, and Voting Behavior », art. cité, p. 115).

84. Di Maggio (P.), « Culture and Cognition », *Annual Review of Sociology*, 23, 1997, p. 278.

ces structures culturelles plus complexes ? Si tel est le cas, comment sont-elles intériorisées ? Et qu'en est-il des individus qui peuvent mobiliser des schèmes politiques moins nombreux, et *a fortiori* des agents non schématiques ? Ne peut-on penser que ces structures culturelles plus complexes peuvent également être intériorisées par les sujets non schématiques (même si elles le sont par bribes), et les employer afin de rendre *pratiquement* intelligible le monde politique⁸⁵ ? On ne serait ainsi plus surpris que ce qui résulte de l'emploi de ces savoirs se comprend moins comme une compétence politique faite de connaissances différenciées (qui reste l'apanage de quelques-uns, proches des professionnels de la politique), que comme des compétences sur la politique à partir de savoirs différenciés ou non, dont le dénominateur commun est de forger des rapports variés au politique qui ne sont pas toujours reconnus comme tels par les diverses professions qui participent des dynamiques du champ politique.

85. On trouvera un certain nombre de développements sur ce point dans Joignant (A.), « Compétence et citoyenneté. Les pratiques sociales de civisme ordinaire au Chili, ou les logiques de la compétence du citoyen », *Revue française de science politique*, 52 (2-3), 2002, notamment p. 246-249. A cet égard, il est tout à fait intéressant de constater comment certaines des personnes non intéressées par la politique interviewées par D. Gaxie pouvaient mobiliser – certes « non sans difficulté » – des savoirs idéologiques sous des formes extrêmement élémentaires : « Attends la gauche c'est ouvrière non ? Et la droite... C'est les patrons la droite ? C'est ça ? » (« Les critiques profanes de la politique. Enchantements, désenchantements, ré-enchantements », in Briquet (J.-L.), Garraud (P.), dir., *Juger la politique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2001).